



NON À LA SUPPRESSION DES 30 € POUR LES BILLETS SNCF DE BOURSE SOLIDARITE VACANCES (BSV)

Les retraités concernés par ces séjours ne sont pas privilégiés

Depuis la création de Bourse Solidarité Vacances, les retraités aux revenus faibles ont le droit de participer à des séjours de vacances de qualité à des tarifs abordables que l'on appelle les séjours BSV et que coordonne l'ANCV (Association Nationale du Chèque Vacances).

Mis en place en 1999 par la Secrétaire d'état au Tourisme Mme Michelle DEMESSINE ce tarif serait remis en cause dans son principe.

Ce type de séjours particuliers conduisait, en matière de transports, à obtenir de la SNCF un billet de voyage aller/retour au tarif de 30 € et ce quelle que soit la gare de départ ou d'arrivée.

Cette condition est essentielle pour répondre à la situation sociale des retraités les plus démunis.

Or, aujourd'hui, on envisage en haut lieu de transformer cette condition par une proposition de réduction à 75% du prix du billet.

Connaissant la pratique de la tarification SNCF, les prix des billets incluant cette réduction seront loin d'égaliser les 30€ (aller-Retour) d'aujourd'hui.

Tout le monde comprendra aisément que cette décision éliminera de fait une bonne partie de celles et ceux pour qui ce type de séjours a été créé.

Si cette proposition était appliquée, des centaines de retraités ne pourraient plus bénéficier de ces séjours tant attendus, souvent le seul moyen pour eux de sortir de leur solitude et de partager un peu de bon temps.

Les neuf organisations précitées attirent l'attention de Madame la Ministre de la santé et des Solidarités et de la Direction Générale de la SNCF sur cette nouvelle question sensible qui touchera les femmes et les hommes en retraite bénéficiant de ces séjours aujourd'hui.

Il faut que ce projet soit remis en cause et annulé sine die.

Dans le cas contraire, nous ne pourrions faire autrement que de rajouter cette nouvelle mesure anti-sociale contre les retraités concernés car elle viendrait s'ajouter aux diverses mesures déjà mal ressenties, comme l'augmentation de la CSG entre autres.